

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle : Résumé

L'emploi informel représente plus de 60 % de l'ensemble de l'emploi mondial, soit environ deux milliards de travailleuse-eur-s, et 90 % de l'emploi dans les pays en développement (OIT 2018). Au début de la crise de la COVID-19, l'OIT a estimé que 1,6 milliard de travailleuse-eur-s de l'informel seraient parmi les plus gravement touché-e-s et qu'elles-ils perdraient 60 % de leurs revenus au cours des premiers mois de la pandémie (OIT 2020). L'OIT prévoyait que cela entraînerait une forte augmentation des niveaux de pauvreté relative parmi les travailleuse-eur-s de l'informel, qui passeraient de 26 à 59 % à l'échelle mondiale, et de 18 à 74 % pour les travailleuse-eur-s de l'informel des pays à faible revenu (Ibid). Dans les régions qui ont subi les pires effets de la pandémie et qui ont une forte prévalence de l'emploi informel, les progrès en matière de réduction de la pauvreté monétaire pourraient être retardés de 30 ans (Sumner et al 2020).

Compte tenu de la taille de la main-d'œuvre informelle, de la vulnérabilité des travailleuse-eur-s de l'informel à la pauvreté et de l'impact disproportionné qu'elles-ils ont subi pendant la crise de la COVID-19, leur reprise économique devrait être la pierre angulaire des plans de relance nationaux et mondiaux. Pour y parvenir, les décideuse-eur-s politiques doivent examiner les obstacles et les voies à suivre pour remettre sur pied deux milliards de travailleuse-eur-s et reconstruire une économie pour toutes et tous, en partant de la base.

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle est une étude longitudinale coordonnée par WIEGO¹ dans 12 villes qui évalue l'impact de la crise de la COVID-19 sur des groupes occupationnels spécifiques de travailleuse-eur-s de l'informel et leurs ménages, en mettant l'accent sur les travailleuse-eur-s domestiques, les vendeuse-eur-s de rue et les récupératrice-eur-s de matériaux. Ce rapport de synthèse mondial présente les principales conclusions du premier tour de l'enquête et des entretiens menés dans les 12 villes. Il accompagne des fiches d'information qui fournissent des résultats plus détaillés² au niveau des villes. Une deuxième série de recherches sur le terrain sera menée en juin 2021 pour mesurer les impacts continus de la crise.

¹ L'étude COVID-19 sur la crise et l'économie informelle, menée par WIEGO, a été réalisée avec le soutien générique du Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

² Disponible sur : <https://www.wiego.org/covid-19-crisis-and-informal-economy-study-city-fact-sheets>



Travailleuse domestique à Dar Es Salaam (Photo: Fanuel Halelwa), travailleuse à domicile à Tiruppur (Photo: SAVE), vendeuse de rue à Lima (Photo: Victor Mallqui), récupératrice à Dakar (Photo: Marta Moreiras).

Principales conclusions

L'impact sur les revenus des travailleuse-eur-s de l'informel a été aussi grave que prévu par l'OIT et d'autres observateurs. Alors que les exemples au niveau des villes étaient divers, la plupart des enquêté-e-s (74 %) dans les 12 villes ont déclaré ne pas avoir travaillé du tout en avril 2020. Les revenus moyens en avril ne représentaient que 21 % des revenus d'avant la COVID-19, et 75 % des personnes interrogées n'ont déclaré *aucun* revenu. À la mi-2020, lorsque les restrictions les plus sévères avaient été levées, les revenus moyens ne représentaient toujours que 55 % des revenus d'avant la COVID-19. La gravité des impacts reflète la façon dont, comme l'a dit une personne interrogée, les restrictions des premières vagues de la COVID-19 étaient destinées à « la ville formelle » et ne tenaient pas suffisamment compte des vastes segments de la main-d'œuvre informelle qui dépendent des revenus quotidiens et n'ont pas de protection sociale.

Le secteur occupationnel et les caractéristiques différenciées au sein de ces secteurs ont fortement influencé l'impact de la crise de la COVID-19 sur les travailleuse-eur-s. Dans toutes les villes, les travailleuse-eur-s à domicile ont vu leur demande et leur production pratiquement interrompues, avec peu de reprise au milieu de l'année. Les vendeuse-eur-s de rue ont vu leurs ventes diminuer, même lorsqu'elles-ils ont pu reprendre le travail. Dans la plupart des villes, les récupérateur-eur-s de matériaux ont été confronté-e-s à de fortes baisses concernant l'accès aux déchets recyclables, les prix des déchets récupérés et l'accès aux acheteurs. Parmi les travailleuse-eur-s domestiques, celles-ceux qui n'étaient pas logé-e-s chez l'employeuse-eur étaient plus susceptibles de se retrouver au chômage, tandis que celles-ceux qui habitaient chez l'employeuse-eur ont vu leurs conditions de travail et d'emploi se détériorer.

Les résultats confirment un impact disproportionné sur les moyens de subsistance des femmes travailleuses. Les travailleuse-eur-s à domicile, principalement des femmes, ont subi l'une des plus fortes baisses de revenus et la reprise la plus lente des quatre métiers. Leur expérience démontre que les avantages du « travail à domicile » pendant la crise ne s'appliquaient pas aux femmes travaillant au bas de la chaîne d'approvisionnement, et confirme que les travailleuse-eur-s à domicile constituent une composante sous-estimée de la « récession rose » de la pandémie. Les vendeuses et les récupératrices de matériaux étaient également plus susceptibles d'arrêter de travailler pendant la pandémie et ont connu des baisses de revenus plus importantes que les hommes.

Le recours accru à des mécanismes d'adaptation qui épuisent les ressources et les responsabilités familiales ont exercé une pression économique et émotionnelle considérable sur les ménages des travailleuse-eur-s démunie-e-s. En l'absence d'opportunités de revenus et d'aide gouvernementale suffisantes, les travailleuse-eur-s ont souvent eu recours à l'épuisement de leurs économies, à l'emprunt, à la vente ou à la mise en gage de leurs biens, ainsi qu'à d'autres stratégies qui ont exacerbé l'anxiété et les tensions familiales. Les responsabilités directes et indirectes en matière de soins ont augmenté pour beaucoup et ont eu des répercussions visibles sur le nombre de jours de travail, même à la mi-2020, en particulier pour les femmes.

En l'absence d'un soutien suffisant des autorités locales, les travailleuse-eur-s de l'informel ont pris leurs propres initiatives en matière de santé et de sécurité et ont investi dans des protocoles de protection. Les résultats de l'enquête montrent que la grande majorité des travailleuse-eur-s de l'informel utilisent des équipements de protection individuelle (EPI), principalement à leurs propres frais et malgré des ressources très limitées. Les vendeuse-eur-s de rue et les récupérateur-eur-s de matériaux, cependant, ne disposaient pas d'infrastructures sanitaires fournies par l'État sur leurs lieux de travail.

Les mesures de secours gouvernementales ont été une source importante de soutien lorsqu'elles ont atteint les travailleuse-eur-s, mais leur portée était limitée et inégale, et elles étaient souvent sapées par des politiques locales anti-travailleuse-eur-s. L'accès aux mesures de secours gouvernementales n'était pas généralisé ; dans l'ensemble, 41 % des travailleuse-eur-s ont déclaré avoir reçu une subvention de secours en espèces du gouvernement et 42 % ont déclaré avoir reçu une aide alimentaire fournie par le gouvernement. Même dans les villes où le secours en espèces ou l'aide alimentaire atteignaient la majorité des travailleuse-eur-s, celles-ceux-ci les considéraient comme des compléments essentiels, insuffisants pour répondre aux besoins du ménage. En revanche, des actions locales telles que les expulsions, la destruction des lieux de travail, la confiscation des marchandises et la stigmatisation se sont poursuivies dans de nombreuses villes tout au long de la pandémie, sapant les avantages des modestes mesures de secours.

Les OB (Organisations de base) ont joué un rôle crucial dans le soutien apporté aux travailleuse-eur-s pour atténuer les impacts économiques, physiques et de santé mentale de la COVID-19. Qu'il s'agisse de faciliter les négociations avec les organismes gouvernementaux et les municipalités locales ou de soutenir l'inscription des travailleuse-eur-s pour les mesures de secours, les organisations de travailleuse-eur-s ont rapidement mobilisé des ressources nécessaires et des informations fiables pour les travailleuse-eur-s de l'informel. Elles ont mis en évidence les biens et les services essentiels que ces membres fournissent ainsi que les injustices et les inégalités structurelles préexistantes auxquelles ces travailleuse-eur-s sont confronté-e-s et qui ont été exposées et exacerbées pendant la crise de la COVID-19.

Principales recommandations

Les résultats soulignent que sans le soutien et l'investissement stratégiques de la part des gouvernements, les pays et les villes voient de larges segments de leur classe ouvrière sombrer dans la pauvreté à cause de la COVID-19. Cela démontre la nécessité d'adopter **des approches de récupération ascendantes, centrées sur les travailleuse-eur-s** et axées sur la protection des moyens de subsistance dans l'économie informelle. Une reprise centrée sur les travailleuse-eur-s de l'économie informelle nécessite une action délibérée et un alignement entre les gouvernements nationaux et locaux, qui jouent chacun un rôle énorme pour faciliter ou nuire aux moyens de subsistance des travailleuse-eur-s.

De nombreuses politiques potentiellement transformatrices proposées par les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel ne nécessitent aucune dépense supplémentaire de l'État, mais plutôt **un engagement à mettre fin aux actions des gouvernements locaux telles que le harcèlement, les confiscations et les expulsions** qui menacent les moyens de subsistance des travailleuse-eur-s. D'autres propositions demandent aux gouvernements de **cibler les plans de relance sur les segments de l'économie où les travailleuse-eur-s de l'informel et leurs activités sont concentrés, et où de petits investissements dans des petites entreprises peuvent avoir un impact important.**

Les types d'intervention gouvernementale requis par les travailleuse-eur-s de l'informel et exigés par leurs organisations comprennent :

« Ne pas nuire » : La fin immédiate du harcèlement, des expulsions, des extorsions et d'autres sanctions contre les travailleuse-eur-s de l'informel

« Pas de récupération sans nous » : les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel devraient être invitées à participer à la mise en œuvre et au suivi des efforts de secours, de récupération et de réforme

Aide financière pour rembourser les dettes et restaurer l'épargne et les ressources, y compris des subventions en espèces à court terme, des moratoires sur les paiements et la remise de dettes, ainsi que des prêts commerciaux à faible taux d'intérêt

Soutien à la reprise du travail et des moyens de subsistance, y compris des subventions en espèces et des plans de relance ciblées sur les travailleuse-eur-s de l'informel, la réouverture en toute sécurité des espaces de travail, des quotas d'approvisionnement pour les services des travailleuse-eur-s de l'informel, des plans de garantie de l'emploi, des programmes de formation et de certification, l'élimination des formalités administratives pour obtenir des licences et des permis de travail, et la vaccination pour les travailleuse-eur-s de l'informel

Protection sociale pour les travailleuse-eur-s de l'informel, y compris l'extension et la mise à jour des programmes d'assistance sociale, la réforme des régimes de protection sociale contributifs pour inclure les travailleuse-eur-s de l'informel, et la fourniture de services de garde d'enfants

Favoriser la politique urbaine locale et l'environnement juridique, y compris le droit de travailler dans les espaces publics, les moratoires sur les permis et les redevances, la fourniture d'infrastructures d'espace de travail et d'équipements de protection de base, et la dépenalisation des moyens de subsistance informels

Favoriser la politique nationale et l'environnement juridique, via des plans de développement économique qui incluent les travailleuse-eur-s de l'informel à tous les niveaux, l'extension des droits du travail aux travailleuse-eur-s de l'informel et l'inclusion de ces personnes dans les registres sociaux et du travail

Conditions d'emploi et de commerce équitables, y compris des commandes de travail régulières, des salaires et des prix par pièce équitables, et des prix justes pour les produits et les services

Références

Organisation internationale du travail (OIT). 2018. Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique : Troisième édition. Disponible sur : https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_734075/lang--fr/index.htm

Organisation internationale du travail (OIT). 2020. Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. Troisième édition. Disponible sur : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_743155.pdf

Summer, A., Hoy, C. Ortiz-Juarez, E. 2020. Estimates of the impact of Covid-19 on global poverty. WIDER Working Paper. Université des Nations unies UNU-WIDER. Disponible sur : <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2020-43.pdf>

Phase 1 Synthèse mondial (en anglais) : bit.ly/R1GlobalSummary

Document de travail de WIEGO n° 42: COVID-19 et travail informel (en anglais) : bit.ly/WIEGOWorkingPaper42

Les fiches d'information sur les villes : bit.ly/covidiesfactsheets

Résumé des demandes des organisations de travailleuse-eur-s de l'informel : <https://bit.ly/demandestrav>

Tous les documents relatifs à l'étude : bit.ly/etudecovid

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle est un travail collaboratif entre le réseau mondial Femmes dans l'emploi informel : globalisation et organisation (WIEGO, par son acronyme en anglais) et des organisations partenaires locales représentant des travailleuse-eur-s de l'informel à 12 villes : Accra, Ghana ; Ahmedabad, Inde ; Bangkok, Thaïlande ; Dakar, Sénégal ; Dar es Salaam, Tanzanie ; Delhi, Inde ; Durban, Afrique du Sud ; Lima, Pérou ; New York, États-Unis ; Pleven, Bulgarie ; Tirupur, Inde ; et Ville de Mexico, Mexique. Cette étude longitudinale à méthodes mixtes comprend des enquêtes à des travailleuse-eur-s de l'informel et des entretiens semi-structurés avec des leaders de ces travailleuse-eur-s et d'autres informatrice-eur-s clé-e-s, menés par téléphone. La deuxième phase sera effectuée au cours du premier semestre de 2021. Pour de plus amples renseignements, visitez <https://www.wiego.org/etude-sur-la-crise-de-la-covid-19-et-leconomie-informelle>.



Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies – en particulier des femmes – dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales. Visitez français.wiego.org

Organisations partenaires et collaboratrices : Asiye eTafuleni ; Asociación La Parada ; Bokk Diom ; CETRAFOR - Central Única de Autoempleados de La Victoria, Rumbo a la Formalización ; CONFIAR - Confederación de Instituciones de Ambulantes y Afines de la Región Lima y Callao ; Conservation, Hotels, Domestic, Social Services and Consultancy Workers Union (CHODAWU) ; Delhi Roundtable of Waste Pickers (DRT) ; Federation of Informal Workers Thailand ; FENAREP - Federación Nacional de Recicladores del Perú ; FENVENDRELPE - Federación Nacional de Vendedoras de Diarios, Revistas y Loterías del Perú ; Frente Nacional de Recicladores Ambientalistas del Perú ; Greater Accra Markets Association (GAMA) ; HomeNet Thailand ; Informal Hawkers and Vendors of Ghana (IHVAG) ; IPROFOTH - Instituto de Promoción y Formación de Trabajadoras del Hogar ; Jan Pahal ; Kayayei Youth Association ; Kpone Landfill Waste Pickers Association ; RENATTA - National Network of Self-Employed Workers ; Association des Femmes Indépendantes (SEWA) ; SEWA Delhi ; Sindicato Nacional de Trabajadores y Trabajadoras del Hogar (SINACTRAHO) ; SINTRAHOGARP - Sindicato de Trabajadoras del Hogar del Perú ; SINTTRAHOL - Sindicato de Trabajadores y Trabajadoras del Hogar de Lima ; Social Awareness and Voluntary Education (SAVE) ; Street Vendor Project ; Sure We Can ; The Bulgarian Trade Union of Self-Employed and Informal Workers (UNITY) ; Trabajadores Voluntarios y Desempleados de la Ciudad de México (TVDCM) ; Unión de Aseadores de Calzado de la Ciudad de México (UACCM).



Canada

Ce travail a été effectué à l'aide d'une subvention du **Centre de recherches pour le développement international**, Ottawa, Canada. Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ni de son Conseil de Gouverneurs.